



## Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXII-4 | 2017

The May 2016 Devolved Elections in Scotland, Wales,  
Northern Ireland and London: Convergences and  
Divergences

---

## Introduction

*Introduction*

Stéphanie Bory et Timothy Whitton

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1594>

DOI : 10.4000/rfcb.1594

ISSN : 2429-4373

### Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

### Référence électronique

Stéphanie Bory et Timothy Whitton, « Introduction », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXII-4 | 2017, mis en ligne le 20 novembre 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1594> ; DOI : 10.4000/rfcb.1594

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Introduction

## *Introduction*

Stéphanie Bory et Timothy Whitton

---

- 1 Le 5 mai 2016, un an après les élections législatives de 2015 qui voient le Parti conservateur emporter une majorité absolue, ont lieu simultanément des élections au parlement écossais, aux assemblées galloise et nord-irlandaise ainsi qu'à la mairie de Londres. En Écosse, il s'agit d'élire 73 députés à la majorité traditionnelle dans les circonscriptions et 56 membres additionnels à la proportionnelle de liste dans les huit régions électorales. L'assemblée galloise est également élue selon ce système mixte, avec 40 circonscriptions et 20 membres additionnels dans les cinq régions, tandis que l'assemblée irlandaise est composée de 108 membres désignés selon le vote unique transférable dans les 18 circonscriptions. La *Greater London Authority* est composée du maire de Londres choisi également selon le vote unique transférable, et d'une assemblée qui compte 14 membres élus dans les circonscriptions auxquels s'ajoutent 11 membres additionnels.
- 2 L'objectif de cette livraison de la *Revue de la Civilisation Britannique* est double : dresser le bilan de ces scrutins périphériques et analyser les différents points de convergence et divergence à la fois entre elles et avec les élections législatives de 2015 qui ont confié à David Cameron le pouvoir de mener à bien, entre autres choses, les négociations en amont du Brexit. Chaque entité périphérique territorialisée a des spécificités qui permettent aux spécialistes en civilisation britannique d'observer les différentes scènes politiques en perpétuelle évolution et les dynamiques qui se créent entre enjeux nationaux et locaux. Bien que l'ensemble de ces différentes scènes continue de s'inscrire dans le cadre de l'état britannique, l'enjeu de l'autonomie se traduit par des tensions, qui, à terme, ne manqueront pas de faire naître de nouvelles institutions représentatives dans les nations périphériques ou, tout du moins, de faire évoluer celles qui y existent déjà.
- 3 Dans son article sur l'assemblée nord-irlandaise, Karine Bigand oppose l'optimisme de voir émerger une nouvelle dynamique des élections de 2016, au lexique de l'enlisement qui semble caractériser cette institution depuis 2007, voire depuis l'Accord du Vendredi Saint de 1998. Elle passe en revue les clivages ethno-nationaux et religieux historiques et

pointe la multiplicité de sensibilités politiques qui constitue inévitablement la spécificité de cette assemblée fruit d'un système dit consociationnel et qui exerce un véritable frein à la normalisation du processus politique. L'équilibre est fragile, - en témoignent les élections anticipées de mars 2017 - rend le processus politique laborieux et risque à tout moment de rompre sous le poids non seulement des clivages et rivalités historiques, mais également de faits divers qui y sont liés. L'auteure souligne par la suite le nombre conséquent de convergences entre les programmes politiques des différents partis en 2016, bien supérieures aux divergences, et explique la manière dont les lignes de fracture ont tant bien que mal conduit à la formation de coalitions faisant office d'opposition, dispositif inscrit, par ailleurs, par voie législative. L'essentiel des programmes est repris lors des élections de 2017, agrément, tout naturellement, par le débat sur le Brexit.

- 4 Les résultats des élections de 2016 - et dans une moindre mesure ceux de 2017 - sont ensuite minutieusement examinés et l'auteure constate une proportion de voix grandissante pour les partis non communautaires, le rajeunissement relatif de l'assemblée au détriment des cadres, ainsi que sa féminisation, elle aussi relative. Ainsi, la question des conséquences de ce renouvellement politique devra être posée à la fois sur les programmes politiques et sur la composition des institutions qui les mettent en œuvre. En effet, celle-ci a confiné les partis traditionnels à un rôle d'opposition jusqu'alors inédit, d'où un certain rapprochement entre eux et une meilleure normalisation de la situation politique globale, quoique toujours fragile compte tenu de la persistance des intérêts communautaires, et bien évidemment des résultats des élections législatives de mars 2017. L'auteure reste optimiste dans sa conclusion en opposant la force des frémissements démographiques à l'enlisement ambiant, lequel n'a pas de sens dans le long terme.
- 5 L'article suivant d'Edwige Camp-Pietrain analyse l'impact des enjeux de la dévolution et de l'indépendance en Ecosse sur le paysage politique lors des élections de mai 2016. L'auteure constate une convergence importante entre les revendications des indépendantistes pendant la campagne précédant le référendum d'octobre 2014, et les concessions accordées à Holyrood suite au refus d'indépendance enregistré lors de ce scrutin. A tel point, d'ailleurs, que les campagnes électorales se sont focalisées en grande partie sur les nouvelles compétences dévolues, même si l'accession à l'indépendance par le biais d'un nouveau référendum fut également au cœur des préoccupations et stratégies politiques, tout comme la fiscalité et la gestion des finances publiques. L'auteure se livre ensuite à une analyse détaillée des résultats des élections et conclut que le SNP ayant constitué un gouvernement minoritaire, continue d'incarner l'indépendance. Elle souligne l'avancée significative du Parti conservateur obtenue surtout grâce à la clarté affichée de son programme concernant les enjeux constitutionnels et au positionnement flou de ses adversaires travaillistes, entre unionisme et nationalisme. Le statut minoritaire du gouvernement oblige le gouvernement SNP tout de même à faire des concessions par rapport à son précédent mandat, et à des tractations difficiles avec sa faction interne toujours prompte à revendiquer la dévolution maximale (*devomax*) dans les négociations avec le gouvernement de Westminster.
- 6 L'auteure se tourne ensuite vers les conséquences engendrées par le Brexit sur un éventuel nouveau référendum étant donné que dans l'ensemble, et contrairement à leurs voisins Anglais, les Ecosseis soutiennent l'adhésion de leur pays à l'Europe. Mais, la donne a changé et le SNP n'étant plus majoritaire, il ne bénéficie plus de la même écoute,

surtout à Westminster. Par ailleurs, des questions annexes tel que l'abandon du *Human Rights Act* pourraient également alimenter la demande d'indépendance des Écossais.

- 7 Ainsi, le cumul – voire le télescopage – d'élections législatives à Westminster et à Holyrood, le référendum sur l'indépendance de l'Écosse et le Brexit, a fortement contribué à conférer à la dévolution un caractère de débat permanent. Or, le SNP devra forcément élargir ses objectifs pour renforcer sa crédibilité en tant que véritable parti de gouvernement s'il entend tirer tous les avantages d'un départ – fût-ce provisoire – de l'Écosse de l'Union européenne.
- 8 Dans l'article suivant, Nathalie Duclos s'interroge sur la crédibilité d'un front indépendantiste uni en Écosse lors des élections de 2016 compte tenu des divergences programmatiques des principaux partis directement concernés à savoir le SNP, les Verts écossais, *RISE* et *Solidarity*. La victoire du SNP étant acquise, les petits partis étaient a priori réduits à se disputer la portion congrue de l'électorat. Or, le système électoral particulier de membres additionnels pouvait à la fois priver le SNP d'une majorité et permettre aux Écossais d'afficher leur intérêt pour des enjeux de cœur. A tel point, d'ailleurs, que certains petits partis ont porté leurs efforts exclusivement sur les deuxième voix dans l'espoir de peser plus dans le débat, pour diversifier la nature du mouvement indépendantiste et pour contrebalancer le pouvoir du SNP. L'auteure détaille les divergences entre les différents programmes électoraux en précisant que les élections de 2016 se distinguent en ce que pour la première fois, certaines compétences dévolues ont fait l'objet de désaccords entre les partis indépendantistes. Les divergences sur l'impôt sur les revenus sont ensuite examinées dans le détail, puis celles concernant l'exploitation des gaz de schistes et l'organisation d'un deuxième référendum sur l'indépendance. Et de conclure, tout comme l'auteure précédente, que les élections de 2016 furent l'occasion pour le SNP d'essayer de consolider sa crédibilité en tant que parti de gouvernement, d'où la concentration de ses efforts sur le centre, ce qui a laissé le champ plus libre aux petites formations d'enranger des voix à gauche sur certains enjeux et donc une meilleure représentation politique grâce au jeu des membres additionnels.
- 9 Fiona Simpkins poursuit l'examen des élections en Écosse par le biais d'une analyse de la place occupée par les deuxième et troisième partis. Tout comme les auteures précédentes, elle souligne l'importance du système électoral qui permet aux formations politiques de moindre importance d'obtenir des sièges grâce aux membres additionnels. Ainsi, grâce à sa propension à opposer le SNP sur l'enjeu constitutionnel, le Parti conservateur, absent depuis plus d'une décennie du paysage politique écossais, a pu effectuer un retour en force. Le Parti travailliste, quant à lui, tout en glanant quelques sièges grâce au système électoral, n'a cependant pas pu s'établir en tant que force politique capable d'aider le SNP à faire des choix programmatiques plus radicaux. Ces deux formations unionistes ont toutefois dû s'adapter aux exigences de la dévolution pour marquer leur présence dans le paysage politique écossais.
- 10 L'auteure théorise la distinction entre élections régionales et élections nationales et indique que le système d'élections régionalisées correspond aux préoccupations territoriales prononcées de l'Écosse. Or, la compétition entre les différentes formations s'ancrerait de plus en plus dans cette tendance émergente illustrée par le référendum de 2014 : bien que partisans de l'union, les Partis travailliste et conservateur intègrent l'enjeu constitutionnel dans leur organisation interne de manière non pas opposée, mais différente. Par ailleurs, tous deux ont à cœur de satisfaire les attentes de leurs électeurs

de chaque côté de la frontière, tâche programmatique compliquée davantage par le Brexit.

- 11 Un bref historique des Parti travailliste et conservateur en Ecosse est proposé et permet à l'auteure de pointer les divergences et convergences entre les habitudes politiques de chaque formation en fonction de sa présence à Holyrood et à Westminster. Dans ce contexte, si le Parti travailliste a souffert d'une forte emprise depuis Westminster, le Parti conservateur, quant à lui, a bénéficié de plus d'autonomie pour développer ses choix politiques plus adaptés aux besoins de l'Ecosse. Il n'en reste pas moins que la campagne référendaire de 2014 a obligé chaque formation unioniste à clairement formuler ses projets pour l'Ecosse post-référendum y compris dans un contexte de « Devo Max », mais la victoire du « non » a montré que l'essentiel des divergences entre les camps unioniste et nationaliste demeure intact. Or, on constate lors des élections de 2016 une grande convergence entre les programmes des grands partis politiques ce qui a eu pour effet de polariser le débat autour de l'enjeu constitutionnel. Ainsi les partis unionistes se sont employés à renforcer la réputation du SNP comme le parti de l'*establishment*, celui qui serait le relais des Conservateurs de David Cameron et surtout de sa politique d'austérité. Pour contrer ces attaques, le SNP a forcé le trait de son statut de parti nationaliste tout en se positionnant sur bien des thèmes au centre du paysage politique, entre Parti travailliste et Parti conservateur. L'auteure analyse les conséquences de ce positionnement sur les résultats obtenus par ces derniers : alors que les travaillistes se sont fourvoyés en espérant dépasser le SNP à gauche sur des questions sociales, les Conservateurs, au contraire, choisirent d'occuper le terrain du parti principal de l'opposition, celui capable d'assumer et de prendre pleinement à son compte l'enjeu unioniste. Ainsi, il a pu renaître de ses cendres en reconnaissant la vraie valeur de l'enjeu constitutionnel, alors que le Parti travailliste est resté trop campé sur les clivages politiques traditionnels.
- 12 L'article suivant de Gilles Leydier se propose de comparer la compétition partisane au pays de Galles et en Ecosse suite à la mise en place du processus de dévolution. Dans un premier temps, l'auteur dresse un bilan de la convergence quasi-parfaite de cette compétition lors des élections de 1999 tout en relevant les particularités du système qui y contribuent. Bien que celui-ci assure une diversification de l'offre politique, le centre de gravité idéologique se situe clairement à gauche. Il n'en reste pas moins que dès les premières élections territoriales, les partis nationalistes ont été propulsés sur le devant de la scène au détriment des formations politiques classiques. En 2003, ce rôle de challenger a été renforcé, même si la domination travailliste persiste, mais une fragmentation de la représentation est à noter surtout en Ecosse. C'est en 2007 que la situation diverge entre les deux pays avec, en Écosse, une percée nette du SNP tandis que le *Plaid Cymru* peine par rapport au Parti conservateur au pays de Galles pour occuper la deuxième place sur l'échiquier politique. Les élections territoriales de 2011 confirment cette divergence, à savoir la popularité du SNP en Ecosse et celle des Travaillistes – voire des Conservateurs qui gagnent aussi du terrain – au détriment de *Plaid Cymru* au pays de Galles. En 2016 on retrouve, toutefois, une certaine convergence entre les deux pays dans une configuration nouvelle : un système à parti dominant – en Ecosse le SNP et au pays de Galles le Parti travailliste – et un multipartisme limité. Dans les deux pays l'opposition s'est stabilisée autour des travaillistes et conservateurs pour l'Ecosse, et de *Plaid Cymru* et des conservateurs pour Galles. L'auteur relève également la présence très inégale entre les deux pays de l'*UKIP*, parti anti-européen par excellence, dont l'influence est très

marginale en Ecosse, mais plus conséquente au pays de Galles. Ainsi, ce sont les évolutions des mouvements travaillistes et nationalistes qui sont au cœur de la divergence entre les situations écossaise et galloise. Tout comme les précédents auteurs, Gilles Leydier constate en Ecosse l'aspect structurant du référendum de 2014 autour du clivage entre unionistes et indépendantistes, le SNP ayant émergé comme le porte-drapeau incontestable de ces derniers après avoir supplanté les Travaillistes. Au pays de Galles, en revanche, ce sont les Travaillistes associés au parti nationaliste qui ont su embrasser à la fois les enjeux constitutionnels et culturels. Et de conclure que le processus de dévolution dans les deux pays a créé une compétition inter-partisane dont l'originalité sera déterminante dans la configuration de la représentation politique de l'Ecosse et du pays de Galles.

- 13 Dans l'article suivant, Stéphanie Bory choisit d'étudier les élections galloises et relève tout d'abord les similitudes que présentent les grands formations politiques dans leurs manifestes pour les élections de 2015 et 2016. Selon l'auteure, pour éclairer ce constat, il convient d'analyser le rôle du Parti travailliste dans le paysage politique gallois, le paradoxe nationaliste et le télescopage des campagnes électorales compte tenu de la proximité temporelle du référendum sur le Brexit. Cela lui permet de dessiner les contours du contexte très particulier de élections de 2016 et surtout la nécessité impérieuse de recentrer les débats sur des thématiques régionales. L'auteure décrit les efforts pédagogiques consentis pour sensibiliser l'électorat aux questions qui touchent non seulement le pays de Galles mais également l'Ecosse, comme pour souligner les intérêts communs des deux pays en matière de dévolution. Elle propose ensuite une comparaison des différents manifestes des grands partis pour les deux élections de 2015 – législatives – et 2016 – régionales –, avant d'évoquer la montée en puissance de UKIP au pays de Galles, en résonance avec sa popularité grandissante sur le territoire national. Or, on remarque que UKIP bénéficie pleinement des deuxièmes voix des Gallois en obtenant par le biais du scrutin à listes sept sièges à l'assemblée, ce qui constitue une percée majeure. En effet, grâce aux alliances entre *Plaid Cymru*, UKIP et les membres additionnels conservateurs, le leader du parti nationaliste présente sa candidature face à Carwyn Jones au poste de *First Minister*. Jones est une figure du travaillisme gallois qui jouit d'une popularité incontestable, mais l'absence d'une majorité absolue l'oblige à trouver un accord avec *Plaid Cymru*, accord qui place le parti nationaliste clairement au plus haut rang de l'opposition au sein de l'assemblée galloise. Ainsi, les élections régionales ne sont nullement une répétition des législatives de 2015 étant donné l'importance accordée par l'électorat aux spécificités galloises, quand bien même il s'agirait des voix accordées aux membres additionnels.
- 14 Dans le dernier article, l'auteur, Timothy Whitton, quitte les nations périphériques pour présenter une analyse des élections régionales à Londres. Il propose une courte rétrospective des élections précédentes (2000, 2004, 2008 et 2012) ce qui permet de comprendre, entre autres choses, la dimension « politique spectacle » associée à la désignation du premier magistrat de la capitale. L'auteur montre que si le *New Labour* a rêvé d'avoir un maire à haute visibilité et doté de pouvoirs exécutifs en conséquence à la tête de Londres, les candidats l'ont fait, au premier rang desquels Ken Livingstone qui a défié les grandes formations politiques dans sa quête du pouvoir. Depuis sa première élection en 2000, la désignation du maire de Londres a été à chaque reprise un duel entre deux personnalités, voire deux célébrités lorsque Boris Johnson rejoint la compétition en 2008. L'auteur fournit des tableaux détaillés des résultats pour tous les scrutins et décrit

les modalités des élections au poste de maire ainsi qu'à l'assemblée. Si dans les nations périphériques le rôle joué par les membres additionnels peut être déterminant, il n'en va pas de même à Londres compte tenu du statut exécutif du maire ; l'assemblée est en effet essentiellement consultative. Ceci peut expliquer l'importance que les grandes formations politiques attribuent au poste de maire dans leur dispositif politique national.

- 15 Selon l'auteur, les élections de 2016 ne dérogent pas à la règle et voient, comme de coutume, se détacher les deux candidats, Zaq Goldsmith et Sadiq Khan, soutenus par les deux grandes formations politiques. Or, les candidats sont constamment sur la corde raide de l'allégeance qu'ils doivent à leur parti, et celle qui revient à leurs administrés. Ainsi, Livingstone s'était démarqué en affichant très clairement certains désaccords avec son parti. Johnson, pour sa part, a très habilement joué de sa bouffonnerie pour se dissocier des mesures d'austérité imposées par le Parti conservateur. Khan, en revanche, souffre non seulement des liens ambigus qu'il entretient avec la direction du Parti travailliste, mais également de la dimension religieuse de sa candidature. Il a beau se proclamer à l'envi « musulman britannique », les sondages soulignent le malaise que ressentent les Londoniens à l'idée d'avoir un maire de confession musulmane à la tête de leur ville. Goldsmith, pour sa part, joue allègrement sa carte écologiste, sachant qu'il s'agit là d'une dimension qui manque cruellement à sa famille politique nationale.
- 16 L'auteur souligne que, Goldsmith se voyant distancé par Khan, c'est justement sur le terrain des soi-disant liens qu'il affectionne avec l'extrémisme – y compris celui de Corbyn, leader du Parti travailliste dont le penchant pour certaines mesures socialistes d'une époque révolue est bien connu – que son camp essaie d'orienter les électeurs. Si, au début, ils le font de manière subtile, à mesure que les élections approchent, leur stratégie anxiogène de diffamation s'accroît à tel point que les grandes questions municipales sont partiellement occultées. Et même lorsque Khan essuie des volets de bois vert depuis son propre parti, dont notamment les déclarations maladroites de son mentor, Ken Livingstone, sa propension à demeurer cohérent dans la présentation de son programme et de ne pas verser dans le dénigrement de son adversaire semble porter ses fruits. Khan, fils d'un conducteur de bus parvient à damer le pion au fils de milliardaire pour qui la mairie de Londres aurait pu être un terrain de jeu pour expérimenter ses projets écologistes plutôt qu'une organisation à dimension internationale – et surtout européenne – capable de faire régner une certaine harmonie à travers les 32 arrondissements qui la composent.
- 17 A la lecture de ces articles on constate l'émergence d'une certaine originalité dans les élections régionales due à la fois au télescopage des différents scrutins, mais également aux tensions entre enjeux territoriaux, événements à résonance historique et le cadre de l'état britannique. L'évolution est permanente et il est fort à parier qu'elle fera naître à terme des convergences entre les différentes façons d'exercer des mandats politiques et des institutions représentatives aptes à relever ce nouveau défi, même si la vie politique britannique connaît actuellement de nombreuses sources de divergences, comme le souligne Glyndwr Cennydd Jones dans un article publié le 8 septembre 2017 sur le site du *Institute of Welsh Affairs* : « *The extent of divergence in today's UK is highlighted by the four nations' differentiated politics, apprehensions about the Brexit negotiations, uncertainties regarding the post-EU Northern Ireland border, debates concerning a second Scottish independence referendum, and broad unease with the Wales Act 2017<sup>1</sup>* ». S'il demeure des divergences, il faut espérer qu'elles soient le résultat non pas d'incompatibilités, mais d'ajustements à venir entre les différents enjeux qu'ils soient d'ordre constitutionnel ou territorial.

18 Ce numéro a été mise en forme avec le logiciel Lodel par Alice Byrne et John Mullen

---

## NOTES

1. Glyndwr Cennydd Jones, « A Federation or League of the Isles? », Cardiff, Institute of Welsh Affairs, 09-09-2017, [www.clisckonwales.co.uk](http://www.clisckonwales.co.uk).